

## Les arabisants sénégalais : Emergence d'une contre-élite et reconfiguration du champ politico-religieux

Il y a quelques semaines, dans les colonnes de Wal Fadjri, Penda Mbow attirait l'attention sur la situation de ces nombreux Sénégalais en formation dans les universités du monde arabe. Elle a tenté de lever certaines équivoques sur cette frange de l'intelligentsia sénégalaise souvent mal comprise et dont une certaine élite 'francophone' sous-estime les possibilités d'apport au débat et à la marche de la société. Il convient, pour nous, d'aller à la source d'un tel malentendu et de retracer l'itinéraire de cette 'contre-élite' pour ainsi comprendre la manière dont leur contestation d'un modèle sociopolitique se cache très souvent derrière celle d'un système qui ne leur fait pas de place, surtout au moment où nous assistons à une reconfiguration du champ politico-religieux sénégalais.

Ces lettrés sénégalais sont issus de ce type d'enseignement cherchant encore sa place et qui est, paradoxalement, le premier qu'a connu le Sénégal bien avant l'époque coloniale, inaugurant l'ère de l' 'école nouvelle' dont parlait Cheikh Hamidou Kane. Pour preuve, Ca Da Mosto, un voyageur portugais qui sillonna le Sénégal de 1455 à 1457 faisait, déjà, mention, dans ses écrits, de la présence de quelques lettrés arabes dans la cour du Djoloff, enseignant l'arabe et l'islam aux princes du royaume. Tant qu'ils sont dans les écoles coraniques, généralement tenues par des cheikhs d'obédience soufie, les futurs 'arabisants' sont, dans leur majorité, des adeptes des différentes confréries religieuses que compte le pays. Leur passage aux 'écoles arabes' privées, construites dans les grandes villes, grâce à l'aide des pays arabes, constitue le premier contact avec un autre type d'islam. Aux yeux de ces arabisants, cet islam est plus 'moderne', car les connectant directement au reste du monde musulman, à la différence des confréries locales. Cette 'connexion musulmane' dont parlait, déjà, Christian Coulon, se fait à travers les manuels et livres importés des différents pays du Maghreb et du Machrek. Il faut savoir que le recours aux manuels arabes est le seul moyen possible pour l'acquisition de connaissances sur les nouvelles disciplines inexistantes à l'école coranique traditionnelle ou tout autrement traité. On parle d'ailleurs de 'livres blancs' ('tééré you weekh yi') par opposition aux 'livres jaunes', ces livres traditionnels ou 'Mutun' enseignés dans les écoles coraniques.

L'Etat sénégalais, lui, n'a aucune emprise sur l'orientation de cet enseignement qui, pour les associations islamiques, est délaissé, voire combattu, par les pouvoirs publics. Les associations islamiques, elles, ont les moyens 'relationnels' d'envoyer les élèves sortis de leurs propres écoles, poursuivre leur formation dans des 'pays partenaires'. Par cette forme de partenariat, la plupart des anciens élèves du 'Mouvement al-Falâh pour la culture salafite', proche de l'Arabie Saoudite, rejoignent l'Université islamique de Médine et s'inscrivent, généralement, en faculté de Sharī'a ou Usûlu Dīn. L'orientation wahhabite claire de cette organisation la met en contact direct avec les institutions religieuses et universitaires de l'Arabie Saoudite sans passer par les circuits officiels du gouvernement sénégalais.

Quant à la Jamâ'at 'Ibâd Rahmân, apparemment plus autonome à l'égard de l'Arabie Saoudite et des autres pays arabes, mais avec une plus grande culture et maturité politiques, elle compte plusieurs anciens élèves dans d'autres pays comme l'Egypte ou même, depuis peu, en Jordanie. Un partenariat moins officiel avec le courant des Frères musulmans lui donne la possibilité d'obtenir des bourses à ses meilleurs élèves-militants.

Chaque année, différents pays arabes offrent des bourses à l'Etat sénégalais. Parmi eux, l'Arabie Saoudite, l'Egypte, le Maroc, les Emirats Arabes Unis, le Koweït ou encore le Soudan. Il faut, cependant, signaler que, pour le cas de ce dernier pays, il s'agit d'une stratégie de 'décentralisation' de la part de l'Arabie Saoudite. Depuis quelques années, pour éviter certains 'problèmes' liés à l'immigration, le royaume wahhabite construit des instituts et universités islamiques dans d'autres pays susceptibles d'accueillir des étudiants venant du monde musulman. C'est ainsi que, sous la couverture et le soutien financier de l'Arabie Saoudite, l'Université islamique de Khartoum organise chaque année des concours de recrutement des futurs lauréats des bourses saoudiennes. Il faudrait aussi mettre dans ce cadre l'Université islamique du Sahel au Niger. De même, le séminaire de formation qui a lieu, chaque été, à Dakar, à l'Institut islamique, est clôturé par des examens dont le classement servira à sélectionner les futurs boursiers sénégalais de l'Université islamique de Médine.

Avant la seconde guerre du Golfe, en 1991, le Koweït octroyait de nombreuses bourses et avait la particularité d'être l'un des rares pays à permettre aux étudiants sénégalais de poursuivre leurs études dans des disciplines autres que littéraires ou religieuses, dans des disciplines scientifiques par exemple (sciences de l'ingénieur). Le Maroc propose deux sortes de bourses : celles destinées aux francophones et gérées par l'Etat, par le biais du ministère de l'Education nationale, dans le cadre du Conseil interministériel qui réunit les deux pays, et les autres décernées par des organisations religieuses, comme la Ligue des oulémas du Maroc et du Sénégal à des arabisants, généralement poursuivant des études islamiques à Fès ou à Al-Jadīdah.

L'Irak alors baasiste était, aussi, une des destinations des étudiants sénégalais arabophones tant qu'il était un partenaire circonstanciel du Sénégal, durant sa longue guerre qui l'opposait à l'Iran chiite. Ce fut la période des grands chantiers irakiens dont le Centre culturel Saddam Hussein à Dakar. Dans le cadre de sa politique panarabe, la Syrie essayait de donner, à de nombreux Sénégalais, la possibilité de poursuivre leurs études dans ses différentes universités à Damas et à Alep, par une aide apportée aux pays promouvant l'enseignement de l'arabe. On dirait que la lutte pour le leadership dans le monde arabe comportait, ainsi, un volet culturel qui se manifeste par la recherche d'influence dans les autres pays, même non arabes, en en formant une partie de l'élite.

Derrière tous ces efforts de soutien de la langue arabe pour certains, et de la religion musulmane, pour d'autres, il y avait une volonté de se doter d'un statut de pays phare du monde arabe ou arabo-islamique, devant servir de modèle religieux et culturel. Nous reviendrons sur cette quête de modèle religieux qui donne lieu, quelques fois, à un véritable affrontement par mouvements islamiques ou confréries interposées, véritables relais dans des relations où le facteur religieux peut être déterminant par rapport aux autres ressources politiques ou diplomatiques.

Il s'agit, pour ces pays, de former le maximum d'étudiants étrangers, notamment africains, afin que ceux-ci, après leurs études, soient les 'ambassadeurs' et promoteurs des cultures respectives dans lesquelles ils ont acquis leur formation. Autrement dit, le lieu d'acquisition de la culture est déterminant dans le choix des futurs partenaires, comme nous dira un de nos interlocuteurs, aujourd'hui à la tête d'un grand mouvement islamique soutenu par l'Arabie Saoudite. Les pays arabes ont

certainement compris cette donne et en font un des éléments clés pour orienter leur politique africaine.

C'est ce lien qui fait d'eux les représentants d'un autre islam opposé ou alternatif à celui local, confrérique et presque spécifiquement sénégalais.

Certes, des confréries auront des contacts avec l'extérieur, mais sans que cela puisse avoir un impact sur leur orientation soufie. On pourrait penser à une stratégie d'adaptation ou, du moins, de résistance pour subsister dans un monde où il y a une interpénétration des enjeux. L'enjeu même des associations islamiques fondées pour la plupart par des arabisants, réside dans ce double rôle de représenter, en tout cas, dans le discours, un islam anti-confrérique, militant et, généralement, contestataire. Est-ce le premier signe d'une opposition à un système verrouillé qui ne leur fait pas de place ?

Il est vrai qu'à travers l'action des associations islamiques, il y a, quelques fois, une contestation du système confrérique, considéré comme statique et incapable d'"internationaliser" l'islam sénégalais, de le connecter au reste de la Ummah. La politique étatique, de tout le temps, conçue comme hostile à l'épanouissement et au développement de l'islam dans un pays où les musulmans sont largement majoritaires est, aussi, la cible de leurs critiques. Ces deux types de contestations sont à la base de l'existence des associations islamiques du type moderne au Sénégal : un véritable paradoxe si l'on sait que les premiers lettrés ayant étudié dans le monde arabe furent les 'enfants' des maisons confrériques.

Par cette opposition aux confréries qui, il est vrai, s'est beaucoup atténuée, quelques fois modérée par des circonstances sociopolitiques, et une attitude contestataire face à l'ordre institutionnel dans lequel, ils ont du mal à s'intégrer, les militants associatifs islamiques essayent donc de s'affirmer ailleurs et autrement. La principale cause de leur exclusion du système, ainsi contesté est le non-maniement de la langue officielle, le français. Ils essayent, ainsi, de transférer le conflit ailleurs où leur maîtrise du débat religieux et de la langue arabe, sacralisée dans les perceptions, leur permettra de mieux affronter l'Etat et ses institutions qui ne leur font aucune place. Ce capital symbolique, ils sauront aussi le réinvestir dans la production d'un contre-modèle, ou du moins, d'un modèle concurrent par rapport à celui des élites 'francisées' pour, quelques fois, s'accaparer le débat religieux dont ils font un domaine réservé.

Arabisants et sphère politique : 'Islamisation de la contestation' ou vrai mal d'intégration ?

Le concept d'islamisation de la contestation repris par Gilles Kepel (1) pourrait, à première vue, s'appliquer à la stratégie des élites arabisantes.

Parti du constat selon lequel leur intégration dans les circuits économiques et du pouvoir politique est entravée par, non pas un manque d'instruction, mais la non maîtrise de la langue des institutions, les arabisants du Sénégal vont recourir à l'islam, ressource symbolique qu'ils maîtrisent mieux que quiconque, pour s'affirmer sur le terrain de la contestation (2). Cette dernière étant un thème éternellement porteur dans des contextes sociopolitiques particulièrement marqués par l'insuffisance des ressources en tout genre, constitue, pour eux, un véritable capital.

Il sera investi et géré selon les fluctuations afin d'en tirer les profits dont ils sont privés ailleurs par un certain handicap linguistique.

Mais, quelque part, dans le cas du Sénégal, le concept d'islamisation de la contestation cher à G. Kepele serait plus ou moins réducteur, car il s'agit en même temps d'une stratégie d'affirmation. Là où ils sont considérés comme d'un faible poids sur les institutions et la classe dirigeante, ils essayeront de peser sur les consciences populaires et massives, par une inégalable manipulation des symboles religieux. Conscients de la force de tels symboles, les pouvoirs publics, ne voulant pas s'inscrire dans une éternelle situation de conflits avec cette 'élite frustrée', essayent de s'accorder les faveurs de partenaires qui peuvent être utiles, au moins, en matière de politique étrangère. Ce procédé est efficace et sans risques politiques internes, pour l'Etat, dans le sens où cette collaboration en politique étrangère avec les contestataires de l'ordre interne, n'entame en rien ses rapports 'cordiaux' avec les confréries et leurs marabouts, véritables alliés électoraux. La première association islamique du Sénégal vit le jour au milieu des années 50. Elle est, d'ailleurs, née de la contestation d'une décision politique.

Suite à la suppression des bourses d'études de Sénégalais en Algérie, en Tunisie et au Maroc, les étudiants, mécontents, formèrent, à leur retour au pays, l'Union culturelle musulmane dirigée depuis par Ahmed Iyane Thiam. Cette génération fut, par la suite, de proches collaborateurs du régime de Léopold Sédar Senghor, pourtant à l'origine d'une telle décision.

Ils furent, dans leur majorité, intégrés dans les circuits étatiques, au sein des différents ministères. Sous cet aspect, Mar Fall (3) se posait la question à savoir si les arabisants constituent réellement une contre-élite ou de simples courtiers de l'Etat. Mais cette manière d'absorber la contestation par des rétributions matérielles ou symboliques montra, très vite, ses limites économiques, devant une raréfaction progressive des ressources et donc une intensification de la conflictualité.

Le sort des premiers arabisants fut fort différent de celui des générations suivantes qui auront du mal à trouver leur place dans un système dont la langue française demeure la clé et l'ascenseur social. Peut-être que la première génération qui, jusqu'ici, avait étudié dans le Maghreb, principalement en Tunisie, et fréquenté le célèbre collège franco-arabe de Dakar, avait plus de chance de servir l'Etat. Ils étaient principalement traducteurs, interprètes et même, pour certains, auxiliaires des Affaires étrangères dans les ambassades de la jeune République de Sénégal, dès 1960. Une section fut ouverte, dans la foulée, à l'Enam, pour les y intégrer afin de servir la diplomatie sénégalaise dans le monde arabe.

Léopold Sédar Senghor, président de confession chrétienne, d'un pays à majorité musulmane, avait besoin de relais et d'émissaires auprès des partenaires arabes, surtout dans les années 70 avec les terribles vagues de sécheresse qui frappèrent le Sénégal, à l'économie reposant essentiellement sur l'agriculture. Les fonds arabes étaient, alors, très prisés pour renflouer les caisses de l'Etat. Avec les chocs pétroliers successifs, les économies africaines, comme celles de tout le tiers-monde, étaient à la recherche de soutiens financiers. Pour mieux bénéficier des pétrodollars, les Etats africains avaient développé une diplomatie active en direction du monde arabe qui cherchait, aussi, des soutiens politiques pour ses différentes causes. La présence, au Sénégal, d'une élite, produit des universités du monde arabe, se révéla, alors, un grand atout pour sa jeune diplomatie. Ainsi, les premiers arabisants

furent largement associés à ces initiatives et devinrent de véritables collaborateurs de l'Etat, surtout aux Affaires étrangères.

Trouvant ce circuit saturé, la seconde génération aura le pressentiment d'être exclue et ne pourra espérer aucune ascension sociale. Cette génération produira de grandes figures d'opposants. Elle n'a jamais pu supporter cette exclusion injuste et de facto.

Les chefs confrériques, alliés d'un pouvoir se disant laïque, seront, de ce fait, la cible privilégiée des militants associatifs islamiques. De telles données que sont la collaboration avec l'Etat, la proximité ou l'opposition aux confréries sont des aspects importants qu'il faut prendre en compte pour analyser et comprendre l'orientation et les actions des associations islamiques.

De manière générale, plus elles sont proches des cercles confrériques ou de l'Etat, les associations tiennent un discours qu'on peut qualifier de modéré ou conciliateur. Aussi, les associations se déclarant en rupture totale avec les confréries et marquant leur distance par rapport à l'action étatique s'inscrivent-elles plus dans une dimension internationale, se solidarisent avec d'autres mouvements islamiques du monde arabe et, par conséquent, se caractérisent par un certain radicalisme dans le discours et dans l'attitude face à l'action publique de l'Etat.

D'une certaine manière, il y a une évolution considérable du champ islamique sénégalais que les africanistes du Nord n'arrivent pas encore à intégrer. Ils continuent à fonctionner avec un schéma hérité des perceptions issues de la littérature coloniale sur l'islam sénégalais des années 50, fondé sur une dualité entre confréries et associations islamiques dites réformistes. Il y a de cela plus de dix ans, lors d'un colloque, nous nous étions attiré les foudres des africanistes parisiens, en appelant à un renouvellement des paradigmes dans l'approche de l'islam au Sud du Sahara, notamment au Sénégal, où nous parlions d'une transition islamique : le terrain religieux est devenu le catalyseur de la contestation, thème politique le plus porteur dans un contexte de grandes difficultés socio-économiques.

L'autre signe de la reconfiguration du champ islamique sénégalais est cette montée en puissance, au sein même des confréries, de mouvements périphériques déplaçant les lignes traditionnelles pour ce qui est de la légitimité et du leadership. En même temps, une nouvelle génération d'arabisants, certes divisée entre partisans d'une modernisation de l'islam et d'une islamisation de la modernité, est venue densifier et rendre encore plus complexe le champ habituel des interactions entre pouvoir politique et détenteurs de la parole religieuse écoutée.

Dans un tel environnement, une élite intellectuelle comme celle des arabisants ne manquera pas de faire entendre sa voix, surtout si elle part du postulat selon lequel, le modèle qui a régné depuis les indépendances, a déçu dans bien des domaines et surtout qu'elle peut massifier les rangs de la contestation en recrutant chez les déçus du système confrérique. C'est là où elle semble vouloir se poser en alternative venant se greffer à l'offre politique déjà abondante dans un pays en pleine recherche de modèles.

Dr. Bakary SAMBE

Politologue spécialiste du monde musulman Chercheur à la European Foundation for Democracy Bruxelles bakary.sambe@gmail.com

1 - Kepel Gilles : La revanche de Dieu, Chrétiens, juifs et musulmans à la reconquête du monde, Ed. Seuil, 1991, p. 42.

2 - Il est vrai que la situation de marginalité est très propice au développement de stratégies de survie et d'autres modes d'existence sociale. F. Dubet a essayé de montrer ce processus dans La galère. Jeunes en survie, Paris, Fayard, 1987.

3 - Voir Fall M. : Les arabisants au Sénégal, contre-élite ou courtiers , in Otayek, opcit.